Nord-Pas-de-Calais : Rencontre avec les travailleurs d'ARC (p. 3)

COMMUNISTES

Santé - Un Ségur mal engagé (p. 5)

vidéo

Fabien Roussel etait l'invité de France Info ce lundi 1er juin

L'AIR DU TEMPS

L'arbitre

Symbole parfait du monde d'avant, Pierre Moscovici vient d'être nommé par Macron (par le fait du prince, comme on dit) premier président de la Cour des comptes. C'est lui, donc, qui désormais est le juge suprême du bien-fondé, ou non, des dépenses et des recettes de l'État. Pour ceux qui l'auraient oublié, le personnage du commissaire européen qui la joue à gauche mais qui fait tout pour humilier la Grèce dans le film « Adults in the room » de Costa-Gavras, c'était lui. Apôtre de l'austérité, de la pensée unique et de la tyrannie libérale, on peut lui faire confiance pour serrer la vis aux petits. Est-ce que les petits se laisseront faire, ça c'est une autre affaire. Mais ce qui est sûr, c'est que le larbin ne compte pas décevoir ses maîtres.✪

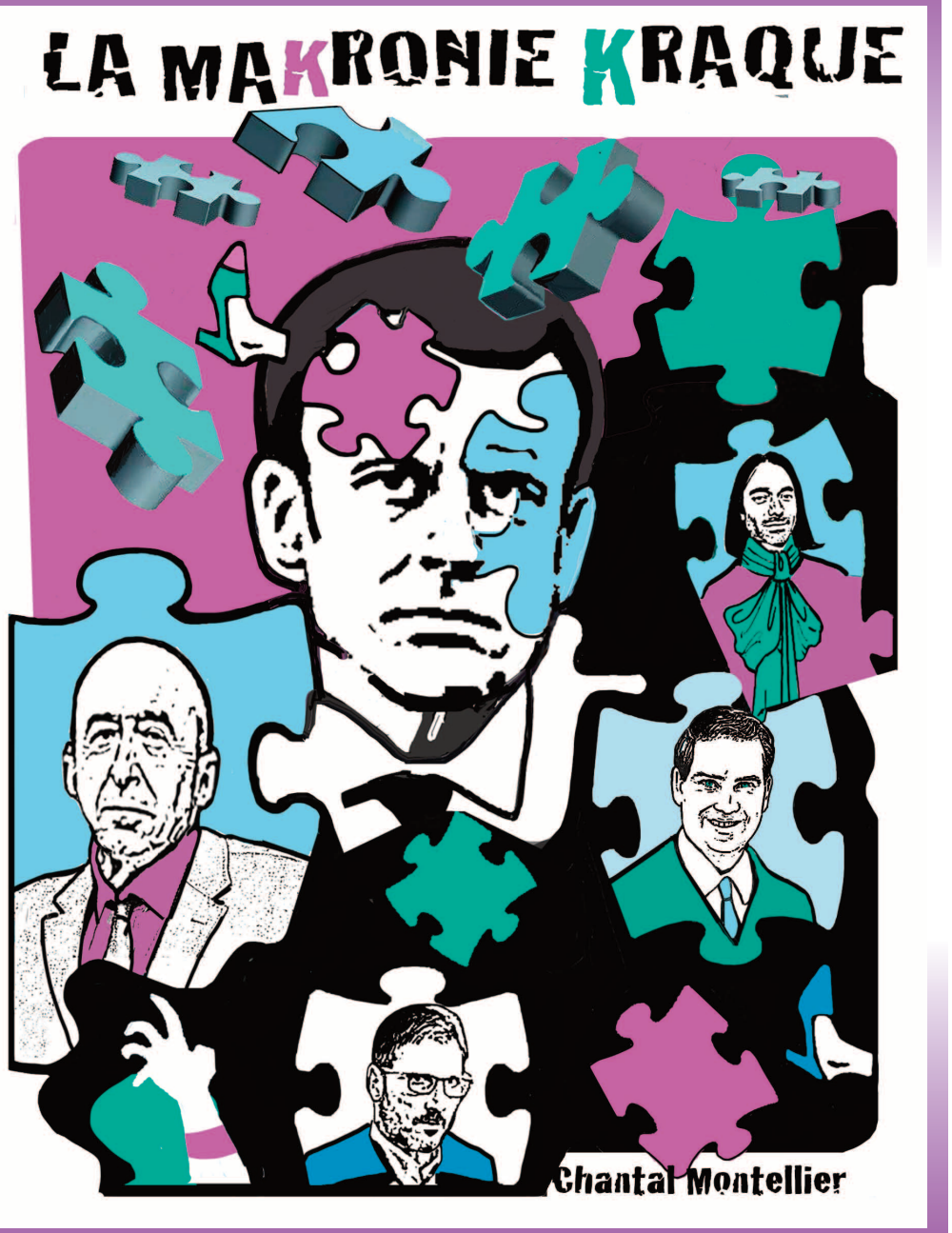
Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse :.....€

"En pleine bataille des retraites donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19


LA MAKRONIE KRAQUE
Chantal Montellier

JUSTICE
4
GEORGE
PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

VIDEO
4,8 Milliards
C'est le montant
reversé par Renault à
ses actionnaires
depuis 2013.

Chronique d'une journée pas tout à fait ordinaire, avec Fabien Roussel…

Situation un peu surréaliste, ce mardi 25 mai : 18 responsables syndicaux des 6 organisations syndicales d'ARC (CFE-CGC, CGT, SUD, UNSA, FO, CFDT) reçoivent masqués Fabien Roussel et la sénatrice du Pas-de-Calais Cathy Apourceau, ainsi qu'Hervé Poly, le premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais.

C'est doublement une première : au-delà des préoccupations sanitaires, c'est la première fois que les élus du PCF sont reçus par l'ensemble des organisations syndicales (certaines ne se parlent plus depuis des mois !). C'est que l'heure est grave : Bruno Le Maire vient d'annoncer un prêt d'urgence à l'entreprise de 31 millions d'euros, remboursable à très court terme, qui suffira à peine à payer les salaires. L'usine d'ARC va-t-elle survivre au COVID-19 ?

L'histoire de l'entreprise est chaotique ; elle est passée deux fois très près du dépôt de bilan ces cinq dernières années. « Jamais deux sans trois ? ».

En décembre 2014, le numéro 1 mondial des Arts de la table est repris de justesse par PHP, un fonds de retournement américain, détenu par Dick Cashin. Il propose un plan de relance industrielle d'ARC International, qui nécessitera d'importants investissements, et avec le maintien du groupe et de l'essentiel des 5 600 salariés. Un autre projet, défendu par HIG, proposait 2 800 suppressions d'emplois, la vente à la découpe du groupe : c'était la mort assurée de la plus grande entreprise industrielle du Pas-de-Calais. Les communistes seront très présents pour assurer la réussite du projet PHP, en particulier avec leurs élus régionaux. De cette époque date une relation de confiance entre le PCF et les militants de la CGT et de la CGC. Les communistes ne sont pas là en donneur de leçons ; la direction de l'action est du ressort des organisations syndicales, et le PCF est un outil dont elles peuvent se servir… si elles le souhaitent.

Cinq ans après ce premier sauvetage, le groupe a dû en bénéficier d'un second. Les questions financières sont encore au cœur du problème. En décembre 2014, les repreneurs ont mis 60 millions d'euros sur la table. L'État a contraint les banques à effacer la moitié de la colossale dette d'ARC International (400 millions d'euros)… ce qu'elles ont très moyennement apprécié. Il ne faudra pas compter sur elles pour prêter au nouveau propriétaire. Pour moderniser l'usine, le groupe mal noté par Standard & Poors, aura recours à un fonds russe qui lui prêtera à 11 % ! Dès 2017, alors que l'entreprise se modernise, trouve de nouveaux marchés, la situation financière devient intenable. Il faudra de nouveau

l'intervention de l'État pour éviter la faillite et permettre le versement des salaires. État, collectivités territoriales, BPI et fonds souverains vont ouvrir de nouvelles lignes de crédit pour ARC. L'actionnaire remettra de l'argent ; et les salariés devront accepter un plan de rigueur salarial. Mais les taux d'intérêts imposés à l'entreprise sont toujours aussi prohibitifs, alors que la Banque centrale européenne prête aux banques à taux négatifs ! En dépit de ces conditions, ARC semblait en début 2020 sur les bons rails.

La crise du Covid-19 a tout mis par terre. L'entreprise ne tourne plus qu'à 50 % et une lourde hypothèque pèse sur la reprise des marchés : ARC travaille beaucoup pour l'hôtellerie-restauration.

Dans ce contexte, Fabien Roussel, Cathy Apourceau et Hervé Poly ont tout de suite réagi à l'annonce de Bruno Le Maire : il faut apporter d'urgence 250 millions d'euros au groupe, en contrepartie d'une participation de l'État au capital.

C'est cette proposition que les communistes sont venus débattre avec les syndicalistes pour en vérifier la pertinence. Autant dire qu'elle suscite de l'intérêt. La somme de 250 millions d'euros est une estimation juste ; les syndicalistes savent qu'il faut en finir avec le saupoudrage et les taux d'intérêts qui plombent le redressement de l'entreprise. L'intervention de l'État au capital leur semble souhaitable mais improbable : est-ce que Dick Cashin (ex PDG de JP Morgan) est prêt à l'accepter ? Macron à l'imposer ?

Alors, pour vérifier cette hypothèse, Fabien Roussel et la sénatrice du Pas-de-Calais vont demander à rencontrer la direction du groupe, et Bruno Le Maire.

Deux heures de discussions très riches, qui vont se terminer en mairie D'Arques, par un accueil républicain du tout jeune maire socialiste, Benoit Roussel, à sa demande. Il vient de reprendre la ville à la seule maire LREM du Pas-de-Calais, et il sait que le renfort des parlementaires communistes pour sauver ARC n'est pas anecdotique !

La réception terminée, nous reprenons la route pour Mardyck, près de Dunkerque, où nous rencontrerons les responsables CGT d'Arcelor Mittal et de Thyssenkrupp, en présence de Philippe Verbeke. Une réunion très riche pour revisiter notre proposition de nationalisation de la sidérurgie, dans la tempête des restructurations déjà en cours. Promesse est faite : nous nous retrouverons dans un mois chez Thyssenkrupp à Isbergues… Là aussi pour être utile à la classe ouvrière. ✪

Bertrand Pericaud
secrétaire fédéral du Pas-de-Calais en charge des entreprises

SANTÉ - Un ségur mal engagé

Journée d'action le 16

La crise sanitaire que nous venons de vivre prouve s'il en était besoin la nécessité d'un système de santé en bonne forme. Ce que les professionnels de santé disent depuis plusieurs années est brutalement validé. Pas assez de lits, pas assez d'emplois, pas assez de financement dans les hôpitaux. Et pourtant, rien ne semble pousser le gouvernement à un monde d'après.

Le « Ségur » de la santé est bien mal engagé. Nicole Notat, nommée comtesse de Ségur, nous explique que tout est ouvert et que nous partons d'une page blanche. Le Premier ministre, pour sa part, révèle le pot aux roses et articule la discussion sur la base du projet de loi « Ma santé 2022 » voté l'an dernier et qui prévoit la transformation de 300 hôpitaux de proximité en mouroir pour vieux en leur supprimant la chirurgie, la maternité et les urgences. Avec cette loi, c'est la poursuite de la destruction du maillage sanitaire de notre pays. Cette loi nous emmène dans le mur et Édouard Philippe nous demande d'accélérer.

Pourquoi poursuivent-ils cette politique catastrophique malgré l'évidence ? Parce que les enjeux sont énormes. Le capitalisme est en crise. Avec la politique de création monétaire massive des banques centrales depuis la crise de 2008, des suraccumulations de capitaux cherchent à se rentabiliser, à se créer de nouveaux marchés, à marchandiser toutes les activités humaines.

La France, avec son système de sécurité sociale, étonnant et anormal pour les libéraux, doit se plier à leur logique. Nous ne mesurons pas assez l'aberration que représente ce système pour l'idéologie néolibérale. La Sécu, c'est 500 milliards d'euros, pour un budget de l'État de 390 milliards d'euros.

Le budget de la Sécu est une cible alléchante, une bonne part de cet argent est aujourd'hui directement versée sous forme de service (retraite santé famille) et ne rentabilise pas de capital. Une hérésie pour les libéraux qui y voient sans doute un moyen de retarder la survenue de leur crise en permettant une meilleure rentabilité du capital accumulé.

Leurs choix sont donc naturels, d'une part diminuer la ponction initiale sur le capital avec les exonérations de cotisations sociales pré-affectées, la CSG, le CICE et, d'autre part, ponctionner eux-mêmes une part de ces cotisations qui devraient être réaffectées aux besoins de la population en instituant une médecine commerciale prépondérante.

Si l'hôpital public remplit ses missions et fournit des soins de qualité dans des délais raisonnables, pourquoi le patient irait-il payer de sa poche des soins dans le privé ?

Il faut donc abattre ce qui était le meilleur système de santé au monde, garder, certes, les structures hospitalo-universitaires coûteuses ou un grand hôpital de secteur dans le public, mais privatiser le reste et particulièrement le maillage de proximité.

Cette politique percute aujourd'hui de plein fouet les aspirations des professionnels de santé à bien faire leurs métiers. La souffrance au travail est partout à l'hôpital : les horaires, bousculés en permanence, l'intensification du travail par manque d'effectifs, les injonctions contradictoires à la qualité tout en rognant toujours plus sur les moyens alloués, la culpabilisation permanente avec l'appel au professionnalisme pour compenser les insuffisances de l'institution et au final le constat d'être maltraitant avec le patient quoiqu'on se démène pour faire l'inverse.

Le mouvement de l'hôpital est une œuvre d'intérêt général et nous devons tout faire (nous le faisons déjà dans de nombreux endroits) pour le soutenir, le faire grandir et le nourrir politiquement. Il faut donner de la perspective, sur les moyens financiers d'abord, avec par exemple la réaffectation du Cice, l'arrêt des exonérations de cotisations sociales, la lutte contre la fraude, aux cotisations pour 20 milliards, fiscale pour 100 milliards. Tout de suite, portons avec eux l'exigence de l'arrêt de la fermeture de lits ou de service et demandons des réouvertures.

Au-delà de la santé, c'est l'ensemble des services publics qui sont attaqués, toujours dans la même logique de marchandisation de toutes les activités humaines.

C'est un débat idéologique qui s'engage, s'élargissant à tout le service public. La manifestation du 16 juin doit être l'occasion d'établir un véritable rapport de force avec le gouvernement macroniste. À la suite de cette épidémie, de nombreux citoyens ont radicalement changé leur façon de voir l'hôpital et les services publics. Ils sont disponibles pour débattre et agir. À nous de les rencontrer partout où c'est possible. À nous de les inviter au débat et à la participation à la journée d'action du 16 juin. ✪

Loïc Pen
médecin urgentiste à Creil

Masqués, mais pas muselés !

Dans la foulée de l'action nationale de Fabien Roussel et des parlementaires communistes devant le ministère de la Santé le 11 mai pour exiger la gratuité des masques et leur prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale, les communistes de l'Oise ont organisé une série d'actions, dans plusieurs villes, pour porter ces revendications, dans les jours suivants.
Porteuses d'une lettre ouverte du PCF Oise reprenant les propositions nationales, des délégations de militant·e·s et élu·e·s communistes se sont d'abord rendus devant l'antenne départementale de l'Agence régionale de Santé (ARS) à Beauvais - où la directrice nous a reçus - , la Caisse de Sécurité sociale à Creil, la sous-préfecture de Compiègne, et d'autres actions ont suivi devant des portes de supermarchés, gares, ou mairies, ou en accompagnement de distributions de masques gratuits.

Petits rassemblements par le nombre, avec des militants masqués pour respecter les règles actuelles, sans tracts ni pétitions-papier encore, mais avec des pancartes ; des actions relayées par des articles de presse et sur les réseaux sociaux, avec un écho certain dans la population comme l'ont montré des discussions à chaque fois, tant cette question des masques, un des symboles de l'incurie gouvernementale face à la crise sanitaire, est devenue aussi une préoccupation financière forte pour beaucoup de familles.
Tout particulièrement dans l'Oise, un des foyers de départ de la pandémie, classé longtemps zone rouge en raison d'un déficit de capacités hospitalières, avec des dizaines de milliers de salariés se rendant chaque jour pour travailler en Région parisienne par les transports en commun où le masque est obligatoire, avec un nombre important de familles populaires aux revenus modestes, particulièrement touchées par l'inflation sur les prix des masques.
Pour beaucoup de foyers dont le pouvoir d'achat a subi des pertes fortes, mettre 30 à 50 euros par mois et par personne, dans l'achat de masques – si l'on veut respecter les normes sanitaires imposant de les changer régulièrement – est tout simplement impossible et aboutit nécessairement à la réutilisation d'un même masque ayant dès lors perdu ses qualités protectrices : l'exigence de justice sociale est indissociable de l'exigence de santé publique !
Des actions simples mais en prise avec les préoccupations populaires et qui peuvent être démultipliées et permettre partout de « déconfiner » l'action militante et réinvestir l'espace public : masqués mais pas muselés !
Nous portons la colère de beaucoup d'habitants de l'Oise face à ce nouveau scandale des masques et leur aspiration à disposer de la meilleure protection sanitaire quelle que soit leur situation sociale. Si, comme nous l'espérons, vous n'avez d'autres préoccupations que la protection sanitaire maximum des populations de notre département, nous vous demandons donc de relayer fortement cette demande au niveau national, mais aussi d'examiner sans attendre toutes les possibilités de la mettre en œuvre dans notre région.

Thierry Aury
responsable national Initiatives de solidarité

Le 26 mai dernier, une quarantaine de personnes ont participé par visioconférence à l'initiative organisée par l'association Solidarité Indonésie avec les Cahiers de l'Histoire et le département international du PCF à l'occasion du 100e anniversaire du Parti communiste indonésien (PKI). Une brochure avec l'ensemble des interventions sera publiée ultérieurement. Pascal Lederer, chercheur physicien, est intervenu lors de cette commémoration sur l'athéisme et le PKI.

Le pouvoir indonésien et l'athéisme

L'opinion française n'est pas très bien informée sur l'Indonésie. Parmi nos compatriotes qui ont entendu parler de la dictature de Suharto, arrivé au pouvoir grâce à un coup d'État accompagné du massacre des progressistes et communistes, règne de façon massive l'idée que la démocratie a été rétablie en 1998, avec l'organisation d'élections libres, puis l'accès au pouvoir de personnalités de gauche comme Abdurrahman Wahid (Gus Dur) puis Megawati Sukarnoputri.

Élément central de la Constitution indonésienne depuis son indépendance proclamée par Sukarno en 1945, le Pancasila (les Cinq principes) est la base d'un compromis entre les nationalistes et les islamistes, compromis qui garantit l'unité du peuple indonésien. Ces cinq principes sont :

1. La croyance en un Dieu unique.
2. Une humanité juste et civilisée.
3. L'unité de l'Indonésie.
4. Une démocratie guidée par la sagesse à travers la délibération et la représentation.
5. La justice sociale pour tout le peuple indonésien.

L'interprétation du Pancasila fait l'objet depuis l'origine de luttes idéologiques. Pour le Parti communiste indonésien (PKI), qui a adopté le Pancasila dès le début, ses principes garantissent la liberté de conscience. Jamais le PKI n'a considéré que la croyance en un Dieu, quel qu'il soit, était un obstacle à l'établissement d'une société libérée des dominations coloniales, impérialistes et du pouvoir des propriétaires des grands moyens de production et d'échange.

Pendant l'Ordre Nouveau, après 1965 sous la dictature de Suharto, l'interprétation donnée au Pancasila était celle de l'interdiction de l'athéisme.

Il y a encore quelques années, la carte d'identité indonésienne devait mentionner la religion de sa ou de son titulaire.

Le thème de l'athéisme continue aujourd'hui d'être une arme idéologique et politique contre les droits politiques des citoyennes et citoyens indonésiens. Le PKI, accusé d'athéisme, n'est toujours pas autorisé légalement, les victimes du politicide de 1965 n'ont toujours pas reçu de compensation de l'État pour les souffrances infligées depuis l'instauration de la dictature. Certes, Gus Dura a eu quelques paroles de regret, a permis aux rescapés communistes et à leur famille persécutée de participer aux élections ; mais de droit à l'organisation d'un parti politique qui se réfèrerait au marxisme, point.

Le PKI, comme le PCF, considère que si le marxisme est un corpus théorique et philosophique pour comprendre et analyser rationnellement les évolutions du monde, et agir sur lui, la religion relève d'une autre catégorie de pensée. La liberté de conscience religieuse, comme celle de ne pas croire, fait partie, pour les communistes, des droits imprescriptibles qui doivent régir une société humaine démocratique.

> ***"L'Indonésie doit reconnaître, dans la pratique, la liberté de conscience."***

Les forces réactionnaires indonésiennes entretiennent sciemment la confusion entre une position philosophique, le matérialisme, qui considère que l'être précède la pensée, et une position politique, qu'il attribue indûment au PKI, qui nierait aux citoyens le droit de croire et pratiquer leur religion. Or la philosophie marxiste n'est pas un athéisme, c'est un matérialisme radical, ce qui est tout autre chose. Le marxisme ne se confond nullement avec le dessein « d'abolir la foi ». Le matérialisme marxiste n'est pas contre la foi, il est ailleurs. Un croyant membre du parti communiste à part entière peut parfaitement partager une conception matérialiste du monde et donner à sa vie le « surcroît de sens » de sa foi. Rien dans l'histoire du PKI ne légitime la propagande réactionnaire selon laquelle ce parti interdirait la foi et sa libre pratique. De hauts dirigeants communistes indonésiens étaient « hadj », et animaient aussi des organisations religieuses comme « Nurul Islam » ou « Sarekat Islam » du temps de Sukarno. Ils ont été déportés dans les camps de l'Ordre Nouveau ».

Le PKI considère que l'intolérance religieuse fait l'affaire des forces d'oppression sociale, en divisant, dans le peuple, ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas : ils pourraient s'unir pour faire progresser la démocratie, viser à épanouir chaque personnalité humaine, et affaiblir ou renverser le pouvoir du grand capital.

Pour le PKI, l'État doit garantir le droit de chaque citoyenne et chaque citoyen de pratiquer la religion de son choix, ou de ne pas croire en Dieu.

L'athéisme, attribué à tort au PKI, est une arme de l'oligarchie indonésienne contre lui. L'interdiction du PKI et la répression contre le PKI perdurent, en particulier au nom de la lutte contre l'athéisme.

L'Indonésie doit reconnaître, dans la pratique, la liberté de conscience. Elle doit reconnaître et réparer les crimes commis contre le PKI et les démocrates indonésiens, notamment au nom de la lutte contre l'athéisme. Elle doit reconnaître la liberté d'organisation politique pleine et entière, en finir avec l'interdiction du PKI.

La démocratie indonésienne restera une démocratie fondamentalement limitée tant que la liberté d'organisation politique pleine et entière ne sera pas reconnue, tant que ne sera pas levée l'interdiction du PKI. ✪

Le lancement par SpaceX de deux astronautes, symbole de la privatisation et de la militarisation de l'espace

Le lancement, samedi 30 mai, de deux astronautes par la société privée SpaceX filiale spatiale du groupe[1] d'Elon Musk, redonnant ainsi aux États-Unis la capacité d'envoyer eux-mêmes des humains dans l'espace, marque une nouvelle étape dans la privatisation et la militarisation de l'espace.

En ce début de XXIe siècle le capitalisme étatsunien s'est trouvé une nouvelle « destinée manifeste »[2] avec l'espace. Ce choix stratégique avait été initié par l'administration d'Obama avec le Space Act autorisant les entreprises privées des États-Unis à s'emparer des ressources de l'espace, en violation des traités internationaux.

De la maîtrise du devenir de notre planète aux crises climatiques, de l'Internet des objets à la téléchirurgie, de la géolocalisation à la locomotion autonome, de l'agriculture raisonnée à l'industrie 4.0, de la biologie en microgravité à la compréhension de notre galaxie, l'avenir des progrès scientifiques, technologiques, économiques, écologiques et sociaux s'écrivent dans l'espace. Or, on est entrés dans un nouvel âge spatial, où l'accès à l'espace n'est plus un monopole étatique, où des acteurs privés comme Blue Origin (Amazon) et SpaceX pratiquent un *low cost* spatial largement financé par les commandes du Pentagone et de la Nasa, où des constellations de centaines de minisatellites et de nanosatellites en orbite basse vont se multiplier.

L'espace est devenu un enjeu stratégique majeur pour l'avenir des sociétés humaines. En effet, l'actuelle globalisation de la production et des échanges ne peut fonctionner sans les satellites de géolocalisation et de télécommunication. Des programmes européens, comme le Copernicus de surveillance de l'état de la terre, sont déterminants pour l'avenir de l'humanité et la maîtrise de son environnement écologique. De même, l'existence de Galileo comme alternative au monopole du GPS américain est décisive pour garantir l'indépendance économique et l'autonomie stratégique de l'Europe et de la France.

Jusqu'à une période récente, l'usage militaire de l'espace se limitait à trois fonctions : le recueil de renseignements (images, écoutes…), la transmission sécurisée de données par des satellites de télécommunication et la géolocalisation, et les aides à la navigation pour guider les armées et effectuer des frappes dites de précision sur l'adversaire (le GPS américain, le Glonass russe, le Beidou-2 chinois et, depuis peu, le Galileo européen). L'usage militaire de l'espace ne jouait pas un rôle offensif direct, en dépit de diverses expérimentations d'armes antisatellites et des plans fantasmagoriques de la guerre des étoiles de Reagan.

L'espace était régi par le Traité international de 1967, complété par la Convention de 1972 sur les responsabilités pour les dommages causés par des objets spatiaux. Ce traité interdit explicitement la mise en orbite d'armes nucléaires ou de destruction massive. Il prohibe l'utilisation de la Lune et tout autre corps céleste à des fins guerrières, en proscrivant explicitement leur usage pour tester des armes quel qu'en soit le type, conduire des manœuvres militaires, établir des bases militaires, des installations ou des fortifications. De plus, le traité fait aussi défense de s'arroger des ressources extraterrestres en établissant une propriété privée. Mais, depuis une dizaine d'années, deux camps s'opposent autour de ce traité. D'un côté, les États-Unis, les puissances européennes et le Japon qui prônent la militarisation et son ouverture à son exploitation via des concessions et un régime de propriété privée. Et de l'autre, soixante-dix-sept nations emmenées par la Russie et la Chine qui proposent de renforcer le Traité de 1967 par un nouveau traité, le PPWT[3], qui bannirait toutes les armes de l'espace, quelle que soit leur nature, et qui prohiberait le recours à la force et à la menace d'y recourir contre des objets spatiaux, y compris avec des armes susceptibles de viser un satellite – missile ou système incapacitant, comme les lasers – depuis la Terre.

Il y a une continuité politique d'Obama à Trump sur les enjeux spatiaux. Obama, en 2015, par le Space Act violant le Traité de 1967, a autorisé les entreprises des États-Unis à s'emparer des ressources de l'espace. Trump, avec la création de son armée de l'espace, a officialisé la stratégie de militarisation de l'espace par les États-Unis, liée à son exploitation par les firmes capitalistes globalisées de son pays. Historiquement, c'est en grande partie à partir des retombées des avancées technologiques développées avec le programme Apollo que les entreprises étatsuniennes ont construit leur domination sur la révolution numérique.

Malheureusement, tel un mauvais imitateur, Macron, avec bien sûr des moyens et des objectifs plus modestes, a emboîté le pas aux États-Unis en créant une branche spatiale des armées le 14 juillet 2019.

La France est la quatrième puissance spatiale, elle est le moteur de l'Europe dans ce domaine. Mais force est de constater qu'alors que les États-Unis dépensent annuellement 40 milliards pour le spatial, l'Europe n'en investit que 7 milliards et laisse supprimer un quart des effectifs d'Arianegroup, et cela avant même la crise du Covid-19. Les États-Unis réservent aux entreprises américaines comme SpaceX tous ses lancements institutionnels, alors que l'Europe met en concurrence Arianespace. C'est pourquoi, face à l'enjeu stratégique de l'espace, la France et l'Europe devraient constituer un pôle public spatial européen sous la responsabilité de l'ESA et établir le monopole par Arianespace des lancements institutionnels des pays membres de l'Union européenne. Dans le même mouvement, elle devrait renforcer sa coopération avec la Chine, la Russie et tout autre pays, pour aboutir à la signature du PPWT et **à la** sanctuarisation de l'espace comme un bien commun de l'humanité tout entière.

Yann Le Pollotec
commission Défense nationale-Paix

1. Tesla (voiture électrique et véhicule autonome), Powerwall (batterie), OpenAI (intelligence artificielle), Hyperloop (train subsonique en tube), Neuralink (neurologie et intelligence artificielle), The boring Company (réseau de transport urbain à haute vitesse), Elon Musk a aussi fondé le moyen paiement en ligne Paypal et la banque en ligne X.com
2. La « destinée manifeste » est une doctrine idéologique né en 1845 qui veut que les États-Unis aura pour mission divine son expansion vers l'Ouest. Une fois la conquête de l'Ouest achevée, cette doctrine a servi de fondement idéologique à l'impérialisme des États-Unis et à leur volonté d'imposer partout dans le monde « l'american way of life »
3. Traité sur la prévention du placement d'armes dans l'espace ou de l'usage de la force contre des objets dans l'espace ou Treaty on the Prevention of the Placement of Weapons in Outer Space, the Threat or Use of Force against Outer Space Objects

COMMUNISTES 2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - **COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi. **RÉDACTION :** Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : **communistes@pcf.fr**
RELECTURE : Jacqueline Lamothe **MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE :** Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

PCF
secteur
Économie sociale et solidaire

COOPÉRACTIF

mai-juin 2020

SPÉCIAL CRISE DU COVID

Dans un manifeste intitulé *Le monde d'après, et si le monde d'après existait déjà dans le monde d'aujourd'hui ?* la Confédération générale des Scop (sociétés coopératives participatives), décrit une entreprise qui pérenniserait des emplois, appartiendrait majoritairement à ses salariés. Ils participeraient à la stratégie de l'entreprise, « *la réussite n'y serait pas individuelle mais collective, les bénéfices y seraient partagés équitablement entre tous les salariés* ». Dans le monde d'après, décrit par ce manifeste, « l'innovation ne serait pas pensée au détriment des emplois, mais comme réponse aux défis sociétaux et environnementaux. L'argent ne sera pas une finalité en soi, mais un moyen au service de l'humain. » Et, enfin, dans le monde d'après, « les entrepreneurs individuels ne seraient pas seuls mais protégés et intégrés au sein d'un collectif ». Ce monde-là existe déjà dans de nombreuses entreprises : ce sont les Scop (sociétés coopératives participatives), les SCIC (sociétés coopératives d'intérêt collectif) et les CAE (coopératives d'activité et d'emploi). Scop, SCIC et CAE ont fait et continuent à faire la démonstration de leur solidité, de leur pérennité, de leur efficacité, et plus encore de leur démocratie, du respect de l'humain, salariés, clients ou fournisseurs, de leur attention croissante à l'environnement.../...

contact
Caroline Besse-Priem
ess-pcf@orange.fr
Sylvie Mayer
mayersy@gmail.com
06 81 74 10 13

nous suivre : https://ess-pcf.fr/

MAI-JUIN
PUBLICATION DU MANIFESTE
POUR UNE CONCEPTION COMMUNISTE DE L'ESS

PCF
SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse :.....€ **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19